

62716

Distr.
LIMITEE

PAMM/AIHTTR/GC/III-S/4/31
Mai 1981

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Institut supérieur africain de formation
et de recherche techniques

Réunion extraordinaire du Conseil
d'administration

Addis-Abeba (Ethiopie), 15 et 16 juin 1981

NOTE SUR LE ROLE DE SOUTIEN DES MEMBRES DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU COMITE EXECUTIF ET DU CONSEIL ACADEMIQUE

Note sur le rôle et les responsabilités de soutien des membres du
Conseil d'administration, du Comité exécutif et du Conseil académique

Il ressort de récentes missions effectuées dans plusieurs pays de toutes les sous-régions africaines à propos de l'adhésion des pays que la situation n'est guère brillante : les gouvernements africains connaissent mal l'existence de l'Institut et les modalités de participation à ce projet régional et ils ne sont pas assez fermement décidés à la soutenir. La correspondance et la documentation envoyées sur les progrès réalisés dans le démarrage de l'Institut de même que les nombreuses demandes d'action adressées aux gouvernements n'ont pas suscité les réactions voulues de la part des Etats membres. Cette situation et les plaintes exprimées au sujet du manque d'information s'expliquent peut-être en partie par des goulots d'étranglement d'ordre purement administratif mais sûrement aussi en partie par des lacunes purement humaines. En effet, s'il existait un moyen de maintenir des contacts personnels avec les fonctionnaires responsables, une bonne partie de ces difficultés pourrait être évitée et les réactions des Etats membres seraient plus encourageantes.

Bien que l'Institut n'ait pas encore établi de contact avec chacun des Etats membres, il existe déjà, des contacts personnels avec de hauts fonctionnaires dans certains pays. Ces hauts fonctionnaires sont ceux qui représentent leur pays ou leur sous-région dans les organes de gestion de l'Institut. Outre le rôle et les responsabilités qui leur incombent en tant que membres du Conseil d'administration, du Comité exécutif ou du Conseil académique, ils pourraient assumer la responsabilité supplémentaire d'établir la liaison nécessaire entre l'Institut et le gouvernement de leur pays, et par l'intermédiaire de ce gouvernement entre l'Institut et les organisations intergouvernementales sous-régionales existantes, afin de contribuer à la réussite du projet. En fait, il est escompté qu'ils assumeront ce rôle de soutien.

Plus précisément, il leur est demandé :

- i) de servir de point de contact et de communication entre l'Institut et les gouvernements participants ainsi que les membres potentiels pour ce qui est des programmes de l'Institut, de la sélection de ses étudiants, des nominations, du versement des contributions, de la participation aux réunions de même que pour toutes les questions qui appelleront des mesures de la part des pays ;
- ii) de communiquer régulièrement des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements au sujet de la signature des Statuts, du versement des contributions annuelles ou de toute autre question nécessitant des mesures de la part des gouvernements ;

- iii) d'employer leurs bons offices à faire connaître les activités de l'Institut dans les pays par les voies officielles et par les moyens d'information ainsi que de maintenir, au nom de l'Institut, de bonnes relations avec le public dans le pays ;
- iv) d'exploiter toute situation qui pourrait se présenter pour faire connaître les activités de l'Institut aux organismes internationaux avec lesquels ils pourraient avoir affaire soit à titre officiel, soit à titre personnel, et de solliciter la coopération de ces organismes ;
- v) d'encourager les gouvernements à intercéder pour l'Institut auprès des groupements sous-régionaux tels que la SADCC, la ZEP de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le CILSS, la CEDEAO, etc. en vue de faciliter et d'établir la coopération ainsi que certaines formes d'assistance mutuelle ;
- vi) de siéger dans les comités nationaux chargés des questions ayant trait à l'Institut que le Conseil peut demander aux Etats membres de créer et de faire en sorte que ces comités jouent un rôle actif et exercent très consciencieusement leurs fonctions.